

Ce comparateur de programme reprend les éléments programmatiques suivants :

- **Pour la majorité présidentielle** : les annonces d'Emmanuel MACRON et Gabriel ATTAL dans le cadre de la campagne pour les élections législatives anticipées, et le programme officiel d'Ensemble (majorité présidentielle).
- **Pour le Nouveau Front Populaire (NFP)** : le programme publié dans le cadre de la campagne pour les élections législatives.
- **Pour le Rassemblement national (RN)** : les annonces de Jordan BARDELLA dans le cadre de la campagne pour les élections législatives, et les principales mesures portées historiquement par le RN et reprises lors de la présidentielle 2022 et des européennes 2024 (précisions faites dans le comparateur). La mention **« dans un second temps »** indique les mesures sur lesquelles le RN prévoit une mise en œuvre ultérieure voire suspendue.

Table des matières

Économie & Finances

- Pouvoir d'achat
- Industries & Entreprises & Innovation
- Finances publiques
- Focus banques

Agriculture

Santé & Autonomie

- Hôpital & professions médicales et para-médicales
- Protection sociale & Santé
- Autonomie & Handicap

International & Défense

- Principes généraux
- Europe

Affaires sociales & Travail

- Travail & Retraites
- Salaires & Allocations
- Famille & Enfance
- Fonction publique & Services publics

Institutions

- Démocratie & Territoires
- Outre-mer

Cultures & Éducation

- Culture & Sport
- Éducation
- Université

Sécurité & Justice

- Forces de l'ordre & Sécurité
- Justice

Environnement & Logement

- Transition écologique & Planification
- Énergie
- Grands projets
- Biodiversité & eau
- Transports
- Logement & Rénovation thermique

Société

- Discriminations
- Laïcité
- Libertés publiques

Immigration

Thèmes	Majorité présidentielle	Nouveau Front Populaire	Rassemblement national
Économie & Finances			
<i>Pouvoir d'achat</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Instaurer une règle d'or anti-augmentation d'impôt • Baisser les factures d'électricité de 15% dès l'hiver prochain, soit 200 euros (mesure liée à la réforme du marché européen de l'électricité) • Proposer des achats groupés de fournitures scolaires (baisse de prix jusqu'à 15%) • Faire une loi sur le pouvoir d'achat comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la prime dite « Macron » jusqu'à 10 000 euros, au lieu de 6000, sans charge ni impôt 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une grande loi de rattrapage et d'amélioration de la situation sociale • Bloquer les prix des biens de première nécessité • Annuler la hausse du prix du gaz au 1^{er} juillet et abolir la taxe Macron de 10% sur les factures d'énergie • Plafonner les frais bancaires • Abolir les coupures d'électricité, de gaz et de chaleur 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisser de 20% à 5,5% la TVA sur les énergies et le carburant <i>via</i> un PLFR • Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité (« dans un second temps ») • Exonérer d'impôt sur le revenu, dans le cadre du cumul emploi-retraite, les médecins qui reprendraient une activité • Renationaliser les autoroutes pour baisser de 15% les péages (<u>présidentielle 2022</u>) • Déroger aux règles européennes de fixation des prix pour les factures d'énergie
<i>Industrie & Entreprises & Innovation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Implanter 400 usines supplémentaires et créer 200 000 emplois d'ici 2027 • Continuer la simplification administrative pour les TPE/PME • Confirmer la suppression de la CVAE d'ici 2027 (<u>annonces de Bruno LE MAIRE au Medef</u>) • Investir massivement dans la recherche et les technologies, en particulier dans la santé et simplifier la vie des chercheurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Engager un plan de reconstruction industrielle dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, technologies de pointe, panneaux solaires, voitures électriques) • Encadrer la sous-traitance, garantir la responsabilité du donneur d'ordre et mettre en place des quotas de sous-traitants issus du tissu TPE/PME et de l'artisanat local • Conditionner les aides aux entreprises au respect de critères 	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer des États généraux de la simplification administrative • Réévaluer l'interdiction des voitures thermiques en 2035 (<u>européennes 2024</u>) • Supprimer l'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs de moins de 30 ans pendant les 5 premières années pour éviter leur départ à l'étranger (<u>présidentielle 2022</u>) (« dans un second temps ») • Supprimer la CVAE

		<ul style="list-style-type: none"> • Réserver au moins 1/3 des sièges dans les conseils d'administration aux salariés • Créer un droit de préemption pour permettre aux salariés de reprendre leur entreprise sous la forme d'une coopérative • Faire une loi de programmation de la recherche ambitieuse 	<ul style="list-style-type: none"> • Donner la priorité aux PME pour les marchés publics (<u>présidentielle 2022</u>) • Supprimer la CFE (<u>présidentielle 2022</u>)
<p><i>Finances publiques</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Instaurer une taxe sur les rachats d'actions pour financer un fonds de rénovation énergétique pour les classes moyennes et populaires • Faire une loi sur les fraudes sociales et fiscales <p>Focus héritage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supprimer l'impôt sur les donations jusqu'à 150 000 euros par enfant et jusqu'à 100 000 euros par petit-enfant 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire un PLFR pour une vraie politique fiscale juste • Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches • Rendre la CSG progressive • Rétablir un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) renforcé avec un volet climatique • Supprimer la <i>flat tax</i> et rétablir l'<i>exit tax</i> • Supprimer les niches fiscales inefficaces • Instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés • Prévoir une taxation renforcée des transactions financières <p>Focus héritage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réformer l'impôt sur l'héritage pour le rendre plus progressif en ciblant les plus hauts patrimoines et instaurer un héritage maximum 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire un audit des comptes de l'État par l'intermédiaire d'une commission indépendante • Supprimer des niches fiscales, notamment celles sur les armateurs • Créer un fonds souverain national chiffré à 500 milliards d'euros pour flécher une partie de l'épargne vers l'investissement et la croissance (européennes 2024/présidentielle 2022/annonces au Medef) • Remplacer l'actuel impôt sur la fortune immobilière (IFI) par un impôt sur la fortune financière (IFF) duquel la résidence principale sera exonérée (<u>présidentielle 2022</u>) (« dans un second temps ») • Créer un ministère de la lutte contre les Fraudes (<u>présidentielle 2022</u>) <p>Focus héritage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supprimer les impôts sur l'héritage direct pour les familles modestes et les classes moyennes (<u>présidentielle 2022</u>)

			<ul style="list-style-type: none"> Exonérer les donations des parents mais aussi des grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000€ par enfant tous les 10 ans (<u>présidentielle 2022</u>)
Banques		<ul style="list-style-type: none"> Augmenter les réserves des banques pour faire face aux risques climatiques Interdire le financement des banques pour les énergies fossiles Créer un pôle public bancaire s'appuyant sur la caisse des dépôts et des consignations et la banque publique d'investissements qui aura pour tâche d'affecter la collecte de l'épargne règlementée vers les besoins socio-écologiques 	
Affaires Sociales & Travail			
Travail & Retraites	<ul style="list-style-type: none"> Indexer le montant des retraites sur l'inflation Réformer les retraites des agriculteurs : toutes les pensions liquidées à partir de 2026 prendront en compte les 25 meilleures années de revenus de la carrière des agriculteurs Permettre l'adaptation des horaires de travail en période de canicule 	<ul style="list-style-type: none"> Abroger la réforme des retraites : facteurs de pénibilité, prise en compte du RSA... Abroger la réforme de l'assurance-chômage Soumettre à cotisation les dividendes, la participation, l'épargne salariale, les rachats d'action, les heures supplémentaires Indexer le montant des retraites sur les salaires Organiser une conférence nationale sur le travail et la pénibilité (35h et passage aux 32h dans les métiers pénibles ou de nuit) Adopter un plan d'action « zéro mort au travail » par le rétablissement des CHSCT 	<ul style="list-style-type: none"> Abroger la réforme des retraites après les JOP 2024 avec possibilité pour ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans de partir à 60 ans et départ cible à 62 ans Indexer le montant des retraites sur l'inflation (<u>présidentielle 2022</u>) Abroger la réforme de l'assurance-chômage

		<ul style="list-style-type: none"> Augmenter de 0,25 point par an pendant 5 ans les cotisations vieillesse et moduler les cotisations sociales patronales Relancer la création d'emplois aidés pour les associations (sportive et éducation populaire notamment) Créer une surcotisation sur les hauts salaires 	
<i>Salaires & Allocations</i>	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place la solidarité à la source avec le versement automatique des aides dès 2025 Rouvrir le sujet du temps partiel subi des emplois rémunérés sous le SMIC Réformer les charges sociales des entreprises et la prime d'activité, dès le prochain budget, afin de permettre une augmentation des salaires entre le SMIC et 2 000 euros 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et la qualification Indexer les salaires sur l'inflation Augmenter le SMIC à 1 600€ net, les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants Augmenter de 10% le point d'indice des fonctionnaires Augmenter le minimum contributif au niveau du SMIC Augmenter le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté Porter l'Allocation d'Autonomie Handicapée (AAH) au niveau du SMIC Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (dès 16 ou 18 ans) 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une conférence sociale sur les salaires Suspendre les allocations familiales aux parents de mineurs délinquants récidivistes Revaloriser le minimum vieillesse à 1000 euros par mois (<u>présidentielle 2022</u>) Exonérer toute hausse de salaires de 10% (jusqu'à 3 SMIC) de cotisations patronales (<u>présidentielle 2022</u>)
<i>Famille & Enfance</i>	<ul style="list-style-type: none"> Interdire le téléphone avant 11 ans et l'accès aux réseaux sociaux avant 15 ans (majorité numérique) Mettre en place un congé de naissance mieux indemnisé pour les 2 parents 	<ul style="list-style-type: none"> Interdire des placements hôteliers dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance et interdire les sorties sèches à 18 ans Rembourser la PMA et la rendre accessible aux personnes trans 	<ul style="list-style-type: none"> Instituer une part fiscale complète dès le 2^{ème} enfant (<u>présidentielle 2022</u>) Doubler le soutien aux mères isolées (<u>présidentielle 2022</u>)

	<ul style="list-style-type: none"> • Refaire de l'Aide Sociale à l'Enfance et de la gestion des Mineurs Non-Accompagnés une compétence de l'État 	<ul style="list-style-type: none"> • Autoriser le changement d'état-civil libre et gratuit à la mairie 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un prêt à 0% pour les jeunes familles françaises transformé en subvention pour les couples qui auront un 3e enfant (<u>présidentielle 2022</u>)
<i>Fonction publique & Services publics</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Installer une maison « France Services » par canton avec un passage de 2700 maisons à 3000 d'ici 2027 • Revaloriser les salaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Lancer le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires, en revalorisant les métiers et les salaires • Garantir l'accès aux services publics à tous, sans condition de nationalité et sur tout le territoire • Garantir l'accès à chaque famille à un mode de garde adapté grâce à un service public de la petite enfance • Organiser des états généraux des quartiers populaires et des espaces ruraux 	<ul style="list-style-type: none"> • Supprimer les corps préfectoral et diplomatique (<u>position historique</u>)
Environnement & Logement			
<i>Transition écologique & Planification</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Baisser de 55% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 • Proposer 100 000 véhicules électriques en leasing social par an • Poursuivre le soutien à l'investissement local pour la transition écologique à travers le Fonds vert (<u>mis en place en 2023</u>) 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une grande loi énergie climat • Inscrire le principe de la règle verte • Mettre en place un plan climat visant la neutralité carbone en 2050 • Réaliser un diagnostic préalable des ressources naturelles avant implantation industrielle • Défendre les zones agricoles, naturelles et les zones humides, doubler et améliorer la protection des aires maritimes protégées 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la priorité nationale d'accès au logement social
<i>Énergie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Confirmer la mise en chantier de 14 nouveaux réacteurs nucléaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la structuration des filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> • Se retirer du marché européen de l'énergie

	<ul style="list-style-type: none"> Rouvrir la négociation sur les contrats de long terme avec EDF (<u>Bruno LE MAIRE au Medef</u>) 	<ul style="list-style-type: none"> Faire de la France un leader européen des énergies marines Revenir sur la fusion entre l'ASN et l'IRSN Refuser la privatisation des barrages hydroélectriques 	<ul style="list-style-type: none"> Relancer le nucléaire, l'hydroélectrique et l'hydrogène (<u>européennes 2024</u>) Arrêter les projets éoliens et démanteler progressivement les parcs existants (<u>présidentielle 2022</u>)
<i>Grands projets</i>		<ul style="list-style-type: none"> Décréter un moratoire sur les projets d'infrastructures autoroutières Adopter un moratoire sur les méga-bassines 	
<i>Biodiversité & eau</i>	<ul style="list-style-type: none"> Réduire l'usage des pesticides les plus dangereux de 50% d'ici 2030 Interdire progressivement le plastique jetable 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des règles précises de partage de l'eau Rétablir des postes à l'ONF, l'OFB, Météo France et au Cerema Passer à la gestion 100% public de l'eau pour la gratuité des premiers mètres cubes et la tarification progressive et différentielle selon les usages Mailler le territoire de fontaines à eau et de sanitaires publics gratuits Doubler les aires marines protégées 	
<i>Transports</i>		<ul style="list-style-type: none"> Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée dans les transports publics Baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5% Mettre en place un plan rail et fret Créer des services express régionaux Adopter un moratoire sur la fermeture des petites lignes et les rouvrir dès que possible Revenir sur la privatisation de Fret SNCF 	

		<ul style="list-style-type: none"> • Créer un dispositif de billet unique ouvert aux jeunes permettant d'accéder à l'ensemble des trains, transports en commun ainsi qu'aux vélos et voitures en libre-service 	
<p><i>Logement & Rénovation thermique</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Exonérer des frais de notaire, jusqu'à 250 000 euros, les primo-accédants à la propriété • Créer un fonds de rénovation énergétique des logements des classes moyennes et populaires financé par une taxe sur les rachats d'actions • Rénover 100% des logements CROUS d'ici 2027 et créer 35 000 nouveaux logements étudiants abordables dont 10 000 en résidences CROUS • Étendre la garantie de loyers pour faciliter la location, sur le modèle de la garantie Visale 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une grande loi Logement : <ul style="list-style-type: none"> - Abroger la loi anti-squat - Interdire les expulsions locatives pour impayés sans proposition de relogement - Encadrer les loyers et les prix fonciers dans les zones tendues - Mettre en place une garantie universelle des loyers - Ne pas remettre en cause la loi SRU et aggraver les sanctions contre les communes hors la loi - Ouvrir le prêt à taux zéro à tous les ménages primo-accédants sans distinction • Construire 200 000 logements publics par an pendant 5 ans aux normes écologiques les plus ambitieuses • Revaloriser les APL de 10% • Relancer la construction du logement social en revenant sur les coupes de 1,4 milliard d'euros pour les organismes HLM • Créer des places d'accueil d'hébergement d'urgence et procéder à la réquisition de logements vides si besoin pour les sans-abris 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire 100 000 nouveaux logements en 5 ans (<u>présidentielle 2022</u>)

		<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les aides pour les ménages afin de faire des travaux d'isolation complète 	
Agriculture			
	<ul style="list-style-type: none"> Instaurer un prix plancher par filière Réformer les retraites des agriculteurs : toutes les pensions liquidées à partir de 2026 prendront en compte les 25 meilleures années de revenus de la carrière des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Engager les négociations commerciales pour garantir un prix plancher et rémunérateur aux agriculteurs Taxer les superprofits des agro-industriels et de la grande distribution Proposer une réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) Annuler le CETA et renoncer à l'accord du Mercosur Interdire l'importation de toute production agricole ne respectant pas les normes sociales et environnementales Lutter contre l'accaparement des terres Soutenir la filière du bio et l'agroécologie et encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale Garantir un débouché aux produits bios dans la restauration collective Rétablir le plan Ecophyto, interdire le glyphosate et les néonicotinoïdes avec accompagnement financier des paysans concernés Sortir des fermes-usines Interdire l'élevage en cages 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une « exception agricole » en sortant du champ les accords commerciaux portant spécifiquement sur l'agriculture (<u>européennes 2024</u>) Interdire l'importation de toute production agricole ne respectant pas les normes sociales et environnementales (<u>présidentielle 2022</u>) Contraindre les cantines à utiliser 80% de produits agricoles français (<u>présidentielle 2022</u>)

Santé & Autonomie			
<i>Hôpital & professions médicales et para-médicales</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Doubler d'ici 2027 le nombre de médecins formés pour faire reculer les déserts médicaux (<u>dans la suite de la suppression du <i>numerus clausus</i></u>) • Permettre d'avoir un médecin de garde à moins de 30 minutes de chaque domicile • Permettre aux pharmaciens, sage-femmes, infirmiers, opticiens et orthophonistes de réaliser une vingtaine d'actes médicaux du quotidien (vaccination, adaptation prescription de lunettes...) • Présenter une facture informative aux Français après un passage à l'hôpital ou en médecine de ville, dès 2025 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser une conférence de sauvetage de l'hôpital public • Revaloriser le travail de nuit et du week-end • Réguler l'installation des médecins dans les déserts médicaux • Conditionner l'ouverture des cliniques privées à la participation à la permanence des soins et à la garantie d'un reste à charge zéro • Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social et de revalorisation des métiers et des salaires • Créer un pôle public du médicament avec renforcement des obligations de stocks 	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer des incitations financières fortes pour les soignants (<u>présidentielle 2022</u>)
<i>Protection sociale & Santé</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler à la mise en place d'une complémentaire santé « publique » à 1 euro par jour pour ceux qui n'ont pas de mutuelle (élargissement de la complémentaire santé solidaire) • Développer les consultations de prévention de la ménopause, de l'infertilité et la prise en charge de l'endométriose 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une grande loi santé • Interdire les PFAS 	<ul style="list-style-type: none"> • Supprimer les ARS (<u>présidentielle 2022</u>)
<i>Autonomie & Handicap</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rembourser intégralement les fauteuils roulants d'ici fin 2024 • Renforcer l'école inclusive 	<ul style="list-style-type: none"> • Lancer un « plan Grand âge » en rénovant les EHPAD, en augmentant et en formant les professionnels du grand âge 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un droit opposable aux visites dans les établissements et accroître fortement la présence de personnel

			médical dans les EHPAD (présidentielle 2022)
Société			
<i>Discriminations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Généraliser le <i>testing</i> pour lutter contre les discriminations à l'embauche 	<ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre toutes les formes de racismes, contre l'antisémitisme et l'islamophobie (plan interministériel) • Instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel • Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros • Instaurer l'égalité salariale, créer un congé menstruel et prendre en charge les protections menstruelles par la sécurité sociale • Adopter un plan d'éradication des violences anti-LGBTQI et anti-trans et augmenter les moyens pour la transition 	
<i>Laïcité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Ouvrir un grand débat sur la laïcité (défense de la laïcité dans les services publics) 	<ul style="list-style-type: none"> • Refuser les financements publics pour la construction de nouveaux édifices religieux, dédiés aux activités culturelles ou d'établissements confessionnels • Engager un plan de formation des fonctionnaires à la laïcité • Augmenter les moyens de la Miviludes et élargir son domaine d'intervention au domaine de la formation professionnelle et de la santé publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Interdire le voile islamique dans l'espace public (« dans un second temps »)

<p><i>Libertés publiques</i></p>		<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des États généraux des libertés publiques • Interdire la reconnaissance faciale • Evaluer de manière indépendante les dispositifs de vidéosurveillance avec la la Défenseure des droits • Protéger les lanceurs d’alerte • Défendre et renforcer les libertés syndicales et associatives et en finir avec leur répression • Abroger les dispositions des lois sécurité globale, séparatisme et les lois qui instaurent un état d’urgence permanent 	
<p>Culture & Éducation</p>			
<p><i>Culture & Sport</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réformer l’audiovisuel public • Soutenir la culture de proximité en ruralité et pour tous 	<ul style="list-style-type: none"> • Penser un service public des arts, de la culture et des médias • Renforcer le budget consacré à l’art, la culture et la création pour le porter à 1% du PIB par an • limiter la concentration des industries culturelles et des médias dans les mains de quelques propriétaires • Garantir la pérennité d’un service public de l’audiovisuel et garantir son indépendance • Étendre la gratuité dans tous les musées nationaux • Défendre et améliorer le régime des intermittents et aller vers la création d’un nouveau régime pour les artistes-auteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un état des lieux, puis une « loi de programmation du patrimoine » (présidentielle 2022) • Privatiser l’audiovisuel public (présidentielle 2022) et supprimer les 138 euros de redevance

		<ul style="list-style-type: none"> • Garantir une tarification abordable dans les institutions publiques et encadrer les tarifs abusifs des lieux privés • Défendre et améliorer le régime des intermittents et aller vers la création d'un nouveau régime pour les artistes-auteurs <p>Focus Sport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le Pass'Sport à 150€ et étendre son utilisation au sport scolaire • Porter les moyens du ministère des Sports à 1% du budget de l'État • Développer des maisons de Sport-Santé dans tout le pays et rembourser le sport sur ordonnance • Fixer la pratique de l'EPS à 4heures/semaine et porter un plan de 10 000 équipements sportifs en + 	
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Généraliser le SNU d'ici 2026 • Renforcer la formation des professeurs et instaurer un contrat parents/école pour défendre leur autorité • Remplacer systématiquement les professeurs absents • Maintenir le « choc des savoirs » • Proposer des achats groupés de fournitures scolaires (baisse de prix jusqu'à 15%) 	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêter le SNU et soutenir les associations de jeunesse et d'éducation populaire • Faire une grande loi éducation • Réduire les effectifs par classe sous la moyenne européenne de 19 élèves • Moduler les dotations des établissements scolaires, y compris ceux du privé, en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale • Revaloriser les salaires des enseignants et réinvestir dans les locaux • Créer un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap 	<ul style="list-style-type: none"> • Revaloriser les salaires des enseignants

		<ul style="list-style-type: none"> Redonner à l'école publique son objectif d'émancipation en abrogeant le « choc des savoirs » de Macron Réfléchir à la gratuité intégrale à l'école (cantine, fournitures, transports, activités) 	
<i>Université</i>	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir le repas CROUS à 1€ pour les boursiers (après avoir augmenté de 37€ par mois les bourses) Rénover 100% des logements CROUS d'ici 2027 et créer 35 000 nouveaux logements étudiants abordables dont 10 000 en résidences CROUS 	<ul style="list-style-type: none"> Abolir Parcoursup Instaurer le repas à 1€ dans les Crous Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (dès 16 ou 18 ans) 	
Institutions			
<i>Démocratie & Territoires</i>	<ul style="list-style-type: none"> Supprimer un échelon territorial et créer la fonction de conseiller territorial entre le bloc communal et le niveau national Maintenir les dotations de fonctionnement aux collectivités locales 	<ul style="list-style-type: none"> Instaurer une 6^{ème} République avec la convocation d'une assemblée constituante citoyenne élue Instaurer la proportionnelle Abroger le 49.3 Instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC) et renforcer le référendum d'initiative partagée en abaissant notamment le seuil de signatures nécessaires 	<ul style="list-style-type: none"> Instaurer la proportionnelle pour « deux tiers » des députés français et rendre possible l'organisation de référendums d'initiative citoyenne (<u>présidentielle 2022</u>) Créer un ministère de la lutte contre les Fraudes (<u>présidentielle 2022</u>)
<i>Outre-mer</i>	<ul style="list-style-type: none"> Suspendre à date le processus de réforme constitutionnelle en Nouvelle-Calédonie Faire une loi sur Mayotte 	<ul style="list-style-type: none"> Abandonner le processus de réforme constitutionnelle en Nouvelle-Calédonie Réglementer les tarifs de desserte aérienne Organiser la distribution de bouteilles d'eau et plafonner le prix de l'eau partout où le service d'eau potable est défaillant 	

		<ul style="list-style-type: none"> • Organiser un congrès général des territoires éloignés et insulaires • Faire un plan Mayotte • Proposer un principe de faveur des ultramarins sur les postes à responsabilité et favoriser le retour des fonctionnaires d'État • Prendre en compte le sujet du chlordécone avec la création d'un fonds d'indemnisation 	
International & Défense			
<i>Principes généraux</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Doubler le budget militaire d'ici 2030 (loi de programmation militaire) • Maintenir la présence de la France dans l'OTAN 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une certaine diplomatie française : reconnaissance des écocides, défense de la levée des brevets, sanctuarisation de l'aide au développement <p>Ukraine</p> <ul style="list-style-type: none"> • Défendre la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien et l'intégrité de ses frontières : livraison d'armes, annulation de sa dette extérieure, saisie des avoirs russes, envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires <p>Conflit israélo-palestinien</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rompre avec le soutien au gouvernement de B. NETANYAHU pour imposer un cessez-le-feu immédiat à Gaza • Agir pour la libération des otages • Soutenir la CPI dans ses poursuites contre les dirigeants du Hamas et le gouvernement de NETANYAHU 	<ul style="list-style-type: none"> • Porter le budget de la défense à 55 milliards d'euros

		<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU • Décréter un embargo sur les livraisons d'arme à Israël • Infliger des sanctions contre le gouvernement de NETANYAHU tant que celui-ci ne respecte pas le droit international à Gaza et en Cisjordanie • Demander la suspension de l'accord d'association Union européenne – Israël, conditionné au respect des droits humains • Permettre l'organisation d'élections libres pour permettre aux Palestiniens de décider de leur destin • Faire respecter la souveraineté du Liban et la protection des 700 Français engagés sous casque bleu 	
<p>Europe</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Refuser les contraintes austéritaires du pacte budgétaire • Proposer une réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) • Annuler le CETA et renoncer à l'accord du Mercosur • Proposer un pacte européen pour le climat et l'urgence sociale • Instaurer un protectionnisme écologique et social aux frontières de l'Europe • Adopter un mécanisme d'harmonisation sociale par le haut entre les États pour 	<ul style="list-style-type: none"> • Abaisser de 2 milliards d'euros la contribution de la France au budget de l'Union européenne • Sortir des accords de libre-échange (<u>européennes 2024</u>) • Instaurer une double frontière (<u>européennes 2024</u>)

		<p>mettre fin aux politiques de <i>dumping</i> social et fiscal</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réindustrialiser l'Europe • Instaurer une règle verte pour prioriser des investissements verts • Taxer les plus riches au niveau européen pour augmenter les ressources propres du budget de l'Union Européenne • Généraliser la taxation des superprofits au niveau européen • Modifier le droit de concurrence en Europe pour garantir le droit de monopole public au niveau national • Passer au vote à la majorité qualifiée au conseil pour les questions fiscales 	
Immigration			
	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer l'expulsion des étrangers délinquants ou radicalisés représentant une menace à l'ordre public • Conditionner la délivrance de la carte de séjour de longue durée à la maîtrise du français (<u>loi « immigration »</u>) • Ouvrir des centres de rétention aux frontières extérieures de l'Europe (<u>pacte européen « asile et immigration »</u>) 	<ul style="list-style-type: none"> • Abroger les lois asile et immigration du président de la République • Mettre en place une agence de sauvetage en mer et sur terre • Assurer un accompagnement social et une autorisation de travailler pour les demandeurs d'asile • Faciliter l'accès aux visas, régulariser les travailleurs, étudiants, parents d'enfants scolarisés et instituer la carte de séjour de 10 ans comme titre de séjour de référence • Créer un statut de déplacé climatique • Améliorer les conditions d'accueil des exilés à Mayotte 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une loi d'urgence sur l'immigration <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer le droit du sol - Remplacer l'aide médicale d'État par un fonds ne couvrant que les urgences vitales • Accélérer les délais pour faciliter l'éloignement des délinquants et criminels étrangers • Arrêter l'immigration incontrôlée et organiser un référendum sur le sujet (<u>présidentielle 2022</u>) <ul style="list-style-type: none"> - Réserver les aides sociales aux Français et les conditionner à 5 années de travail en France

		<ul style="list-style-type: none"> • Supprimer les conditions empêchant le déplacement entre Mayotte et le reste du territoire • Réviser le pacte asile immigration européen • Créer des voies légales et sécurisées d'immigration • Mettre fin aux études dérogatoires sur l'étude de la demande d'asile • Renforcer les politiques de co-développement aux services des populations • Garantir l'accès à l'AME • Garantir le droit du sol intégral pour les enfants nés en France et faciliter l'obtention de la nationalité française 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la priorité nationale d'accès au logement social et à l'emploi - Supprimer l'autorisation de séjour pour tout étranger n'ayant pas travaillé depuis 1 an en France
Sécurité & Justice			
<p><i>Forces de l'ordre & sécurité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les collectivités territoriales dans la mise en place d'arrêts de bus à la demande en soirée • Continuer à diffuser des « téléphones grave danger » pour les femmes menacées • Présenter un plan anti-cambriolages 	<ul style="list-style-type: none"> • Rétablir la police de proximité • Revoir et allonger la formation des policiers • Augmenter les effectifs de police • Maintenir l'ensemble des gendarmeries • Interdire les LBD et les grenades mutilantes • Démanteler les BRAV-M • Supprimer l'IGPN et l'IGGN et les remplacer par un nouvel organisme indépendant rattaché à la Défenseure des droits • Mettre en place les récépissés pour les contrôles d'identité • Réviser la loi et la doctrine sur l'ouverture du feu pour que cessent les morts pour refus d'obtempérer 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une loi pour éradiquer les idéologies islamistes et qui permettra de faire fermer les mosquées radicales et d'expulser les étrangers fichés • Instaurer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre (<u>présidentielle 2022</u>)

<i>Justice</i>	<ul style="list-style-type: none">• Faire une loi contre la délinquance des mineurs pour revoir l'excuse de minorité et mettre en œuvre le principe de sanction immédiate avec comparution immédiate dans certains cas• Développer le travail et la formation des personnes détenues	<ul style="list-style-type: none">• Soutenir la création d'un tribunal international de Justice climatique et environnementale• Augmenter les moyens de la justice• Donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes et antisémites• Agir contre la surpopulation carcérale	<ul style="list-style-type: none">• Réhabiliter les peines planchers en matière de stupéfiants et d'atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique• Établir une perpétuité réelle (<u>présidentielle 2022</u>)
----------------	--	---	---